

Actualités finances locales

Recours aux Partenariats Public Privé (PPP) : assouplissements en perspectives

Publiée au J.O. du 27 décembre 2007, la loi de finances pour 2008 comporte son lot de mesures impactant les finances locales (*). La disposition principale est sans conteste l'article 36 traduisant l'indexation de l'enveloppe des concours de l'Etat sur la seule inflation.

Parmi les mesures « diverses », on relèvera l'article 119 venant modifier l'article L.1311-2 du CGCT, afin de proroger jusqu'au 31 décembre 2008 la date limite de conclusion d'un bail emphytéotique administratif (BEA) en vue de la construction de gendarmeries. Cette disposition vise tout d'abord à permettre de mener à terme les projets de gendarmeries pour lesquels le recours au PPP – en l'occurrence sous la forme de BEA – est en cours d'examen ou en voie de finalisation. Mais au-delà des gendarmeries, elle s'inscrit dans le cadre de la volonté des Pouvoirs Publics de faciliter le recours aux modes de financements innovants. Une autre illustration récente est la mise en ligne (**) du projet de loi modifiant l'Ordonnance du 17 juin 2004 sur les Contrats de Partenariats (CP). Susceptible d'être examiné très prochainement par le Parlement, ce projet de loi a notamment pour objectif d'assouplir les critères d'urgence et de complexité qui conditionnent actuellement le recours aux CP. Ainsi faisant, les conditions de l'accès des collectivités locales aux PPP seraient très largement assouplies.

(*) L'Association des Maires de France propose sur site Internet une note de présentation de ces 35 dispositions : http://www.amf.asso.fr/documents/document.asp?REF_SPA=01&ID_DOC=8311&ref_arbo=56

(**) <http://www.ppp.minefi.gouv.fr/>

Scénario prévisions de taux du



	2008			
	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.
Euribor 3 mois	4,30	4,20	4,20	4,20
Taux 10 ans	4,40	4,40	4,50	4,50
	2009			
	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.
Euribor 3 mois	4,20	4,20	4,30	4,55
Taux 10 ans	4,60	4,60	4,60	4,65

Infos économiques et financières

Croissance française en 2008 : la consommation, soutien en dernier ressort

Notre scénario économique nous conduit à considérer que la croissance française devrait se maintenir à 1,9 % en 2008 (soit un niveau légèrement inférieur à celui retenu en loi de finances). Elle bénéficiera une fois encore du soutien de la demande intérieure et en particulier de la consommation des ménages. Elle restera soutenue malgré une remontée de l'inflation et les inquiétudes des ménages quant à leur pouvoir d'achat. L'amélioration du marché du travail et les différentes mesures du « package fiscal » vont en effet continuer à faire progresser le revenu disponible. La déductibilité des intérêts sur les crédits immobiliers devrait notamment permettre de compenser en partie les effets négatifs liés au resserrement des conditions de prêts et au niveau élevé des prix des logements. L'exonération des charges sur les heures supplémentaires pourrait également stimuler les revenus des ménages. Par ailleurs, les récentes mesures proposées en faveur du pouvoir d'achat, notamment le déblocage de la participation et la « monétisation des jours de RTT », contribueront à soutenir la consommation. En revanche, les rythmes de progression de l'investissement devraient se modérer. Enfin, le commerce extérieur continuera à peser sur la croissance. La progression des exportations sera en effet bridée par des facteurs cycliques (euro fort et ralentissement de la croissance mondiale) et structurels (compétitivité insuffisante). Les importations resteront dynamiques, en ligne avec la consommation des ménages.

Rédigé le 3 janvier 2008

Évolution du TEC 10 et Euribor 3 mois (taux mensuels)

